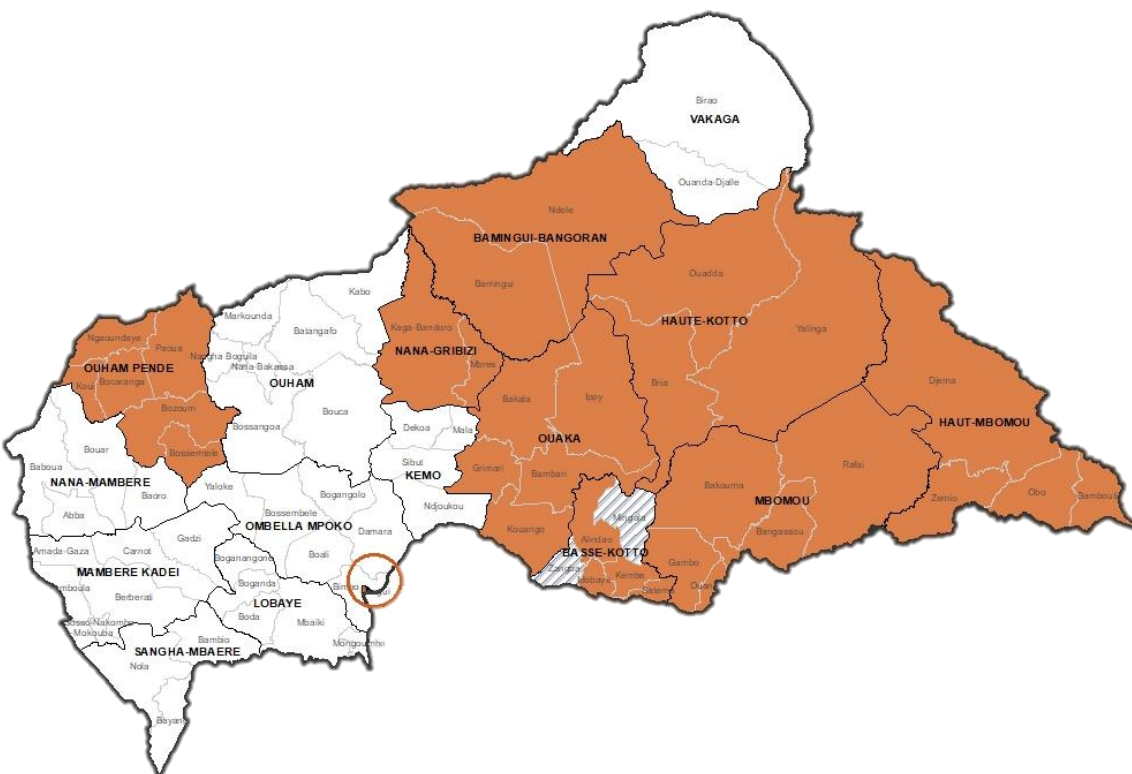


République Centrafricaine (RCA) Matrice de Suivi des Déplacements (DTM) Rapport 6 | Décembre 2018



Les activités de la DTM en RCA sont soutenues par :



United Nations
CERF

Central
Emergency
Response
Fund



USAID
FROM THE AMERICAN PEOPLE



CHF



Organisation internationale pour les migrations (OIM)
L'organisme des Nations Unies chargé des migrations

L'OIM croit fermement que les migrations ordonnées, s'effectuant dans des conditions décentes, profitent à la fois aux migrants et à la société toute entière. En tant qu'organisme intergouvernemental, l'OIM collabore avec ses partenaires de la communauté internationale en vue de résoudre les problèmes pratiques de la migration, de mieux faire comprendre les questions de migration, d'encourager le développement économique et social grâce à la migration et de promouvoir le respect effectif de la dignité humaine et le bien-être des migrants.

Les opinions et les analyses exprimées dans le présent ouvrage ne reflètent pas nécessairement les vues ou les politiques officielles de l'Organisation internationale pour les migrations ou celles de ses Etats membres.

Organisation Internationale pour les Migrations (OIM)
Avenue de l'indépendance, en face de l'Hôtel Ledger Plaza,
Bangui
République Centrafricaine
Adresse électronique : DTMRCA@iom.int
Site internet : <http://www.globaldtm.info/rca/>

© OIM 2018

Le bureau principal de la mission se trouve à Bangui, avec des sous-bureaux additionnels à Bangassou, Bambari, Ndélé, Paoua et Kaga Bandoro.

Pour toute information extraite de ce document, qu'elle soit citée, paraphrasée ou utilisée de quelque manière que ce soit, la source doit être mentionnée comme suit :
"Source : Organisation Internationale pour les Migrations, [Mois, Année], Matrice de Suivi des Déplacements (DTM)".

TABLE DES MATIERES

CONTEXTE.....	4
L'OIM EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE	5
METHODOLOGIE DE LA DTM	6
LIMITES	7
FAITS SAILLANTS	8
PROFIL DEMOGRAPHIQUE	8
APERCU D'ENSEMBLE DES DEPLACEMENTS	9
BAMINGUI-BANGORAN	Error! Bookmark not defined.
BANGUI.....	Error! Bookmark not defined.
BASSE-KOTTO	Error! Bookmark not defined.
HAUTE-KOTTO	Error! Bookmark not defined.
HAUT-MBOMOU.....	Error! Bookmark not defined.
MBOMOU	Error! Bookmark not defined.
NANA-GRIBIZI	Error! Bookmark not defined.
OUAKA	Error! Bookmark not defined.
OUHAM-PENDE	Error! Bookmark not defined.
ANNEXES	28

CONTEXTE

La République Centrafricaine (RCA) est, depuis 2013, en proie à un conflit d'une grande violence. Ce conflit a causé la perte de milliers de vies humaines et engendré des déplacements massifs de sa population. Cinq ans après, l'insécurité demeure en RCA, en raison de la présence de groupes armés qui se battent pour le contrôle du territoire et ses ressources, continuant d'accentuer les déplacements de populations. Les attaques ou même rumeurs de mouvements des groupes armés continuent en effet de provoquer de nombreux déplacements de la population civile, bien qu'il y ait par endroits quelques cas timides de retour vers les lieux d'origine à l'Ouest. A ce jour, plus de 1 258 257 personnes continuent à être affectées par le conflit.

La période d'octobre à décembre 2018 a principalement été marquée par des cas d'exactions, de violence et d'incendies commis sur les sites de PDI d'un côté, et d'affrontements et de représailles entre groupes armés de l'autre. Plus récemment encore, une sous-préfecture a été assiégée par des groupes armés, causant le déplacement de milliers de personnes en partie enregistrées par l'OIM.

Les mouvements de populations pendant cette même période sont dictés par la persistance des menaces constituées par les groupes armés. Plusieurs Pendant ces deux mois, plusieurs alertes ont été reportées à travers le pays, dont les cas de violence engendrés par les affrontements entre groupes armés, des cas d'enlèvements aussi bien d'enfants que d'adultes.

Les rumeurs d'attaques ou de représailles dans les villages ou sur les axes qui demeurent hors du contrôle de l'administration constitutionnelle constituent une part non négligeable des raisons des déplacements de la population. La situation sécuritaire en République Centrafricaine reste fortement instable et se traduit par d'importants mouvements de populations et des déplacements, préventifs, forcés et prolongés.

Dans ce contexte de déplacements importants, et dans un contexte où l'Organisation Internationale pour les Migrations (OIM) occupe la place de co-dirigeant du Cluster pour la coordination et la gestion des camps (Camp Coordination and Camp Management, CCCM), l'Organisation a déployé l'outil de Matrice de suivi des déplacements (DTM) depuis décembre 2013. De plus, l'OIM collabore avec la Commission des mouvements de population (CMP) et les acteurs du Cluster représentés sur l'ensemble du territoire.

L'OIM EN REPUBLIQUE CENTRAFRICAINE

Le bureau de l'OIM en République Centrafricaine (RCA) a été établi fin 2013 en réponse aux questions migratoires et au déplacement résultant de la généralisation de la violence dans le pays. Actuellement, la mission de l'OIM en RCA met en œuvre les projets et interventions suivantes :

- **La Matrice de suivi des déplacements (DTM)** : Principal outil d'information de la communauté humanitaire sur la localisation des populations affectées par la crise. Le projet est actuellement mis en œuvre dans seulement 9 préfectures sur 17, faute de financements.
- **Assistance à la réhabilitation/construction d'abris et résilience communautaire** : Il vise principalement à faciliter les retours à travers des activités de réhabilitation et d'appui à la reconstruction d'habitats dans les localités concernées.
- **AVRR (Assistance et réintégration de retours volontaires)** : Il s'agit de l'assistance au rapatriement des migrants volontaires ayant fait la demande, depuis un pays tiers, pour regagner leur patrie, pour des raisons diverses jugées acceptables par la mission pays.
- **CVR (réduction des violences communautaires)** : Le projet CVR, implanté à Bambari (préfecture de la Ouaka), Paoua (préfecture de l'Ouham-Pendé) et Kaga-Bandoro (préfecture de la Nana-Gribizi), vise à proposer un début de réponse humanitaire par la réintégration économique. Il intègre une composante cohésion sociale et réconciliation communautaire et une composante prévention des conflits et sensibilisation.
- **Projet pilote des Nations Unies pour la cohésion sociale, la prévention des conflits, la réduction des violences et le renforcement de la sécurité humaine en faveur de la jeunesse Centrafricaine** : Il a plusieurs missions au rang desquels soutenir les activités génératrices de revenus pour l'autonomisation des jeunes et des femmes, faciliter pour les victimes de conflits un meilleur accès au traitement contre le VIH, développer un cadre d'éducation civique pour la consolidation de la paix, soutenir et protéger les femmes et les filles des violences sexuelles et basées sur le genre.
- **Projet de stabilisation communautaire pour les communautés à haut risque à Ndele** : Avec une action immédiate à Ndélé et dans les villages environnants, principalement le long des axes Golongosso, Ngarba et Krakoma, son but est de maintenir et renforcer la dynamique de stabilisation communautaire, réduire le risque de recrutement et d'utilisation des jeunes par des groupes armés et de créer des conditions qui facilitent la réintégration des populations rapatriées dans le tissu social communautaire.
- **Projet d'amélioration de la situation de protection des populations vulnérables dans le Mbomou** : Il s'agit du monitoring de protection à travers la sensibilisation, le référencement et le plaidoyer pour répondre aux préoccupations de prévention des risques de protection.

Les données obtenues à travers l'outil DTM sont partagés avec des partenaires sur le terrain pour assurer une harmonisation humanitaire et une réponse adéquate.

MÉTHODOLOGIE DE LA DTM

La matrice de suivi des déplacements (*Displacement Tracking Matrix*, DTM, en anglais) est un système qui permet de suivre les mouvements de populations. Ce système est mis en œuvre afin de capturer, analyser et partager des informations qui visent à améliorer la compréhension des mouvements de populations et des besoins des personnes déplacées. En plus d'être utilisée dans le cadre d'opérations de réponses humanitaires de moyenne à grande échelle, la DTM est également un outil efficace pour les activités de préparation, de relèvement et de transition. La DTM fournit des informations précises aux acteurs humanitaires, groupes sectoriels et acteurs gouvernementaux impliqués dans la réponse humanitaire sur les déplacements et les besoins des personnes affectées par une crise

En République Centrafricaine, les données sont collectées avec des tablettes et envoyées en temps réel pour être centralisées dans une base de données électronique. Plusieurs formulaires adaptés à chaque niveau d'information requis sont utilisés. Ainsi, des informations sont collectées à différents niveaux : sous-préfectures, villages / villes, lieux de déplacements (sites et communautés hôtes), et ménages.

Quatre niveaux d'enquête sont réalisés pour chaque phase de collecte des données :

- L'évaluation au niveau des sous-préfectures est menée auprès d'informateurs clés au niveau des chefs-lieux de sous-préfectures, et permet d'identifier les villes et villages accueillant des personnes déplacées ainsi qu'une estimation de leur effectif par sous-préfecture.
- Au niveau des villages, les données sont collectées auprès d'informateurs clés, dont les chefs de village, les représentants des déplacés, et d'autres personnes qui peuvent fournir des informations sur les déplacés. Ce questionnaire permet d'identifier les sites et d'obtenir l'effectif des populations déplacées par village, ville et quartier.
- L'évaluation au niveau des sites est menée auprès d'informateurs clés représentant les populations vivant dans le site, incluant l'autorité en charge de la gestion du site. Cette évaluation permet d'obtenir des informations détaillées par thématique sur les sites, dont les besoins, services disponibles et vulnérabilités sommaires par site.
- Le quatrième et dernier niveau d'enquête est effectué auprès des ménages déplacés. Cette composante inclut des groupes de discussion ainsi que l'administration d'un calculateur démographique auprès de 20 ménages sélectionnés aléatoirement. En fonction de la thématique abordée auprès des ménages, un plan d'échantillonnage préalable est soigneusement préparé pour permettre la représentativité des groupes cibles.

En RCA, la DTM suit les suivantes catégories de personnes :

- **Personne déplacée interne (PDI)** : « Personnes ou [...] groupes de personnes qui ont été forcées ou contraintes à fuir ou à quitter leur foyer ou leur lieu de résidence habituel, notamment en raison d'un conflit armé, de situations de violence généralisée, de violations des droits de l'homme ou de catastrophes naturelles ou provoquées par l'homme ou pour en éviter les effets, et qui n'ont pas franchi les frontières internationalement reconnues d'un Etat ».
- **Retourné en RCA** : Les personnes retournées sont des personnes qui ont quitté leur lieu habituel de résidence (anciennes PDI), se sont installées dans une autre localité en RCA et sont retournées dans leur sous-préfecture d'origine / lieu de résidence habituel.
- **Retourné de l'étranger** : Les personnes retournées d'un autre pays sont des personnes qui ont quitté leur lieu de résidence habituel en RCA, qui ont été déplacées dans un autre pays et qui sont retournées en RCA / dans leur lieu de résidence habituel.

LIMITES

La DTM en RCA vise à contribuer à la réponse humanitaire et à l'orienter en rendant disponible pour la totalité du territoire centrafricain des informations relatives aux flux de déplacements, aux besoins des populations mobiles, et aux vulnérabilités spécifiques engendrées par la crise qui affecte le pays. La mise en œuvre de la DTM à des intervalles réguliers en fait un outil permettant de fournir des informations à jour facilitant l'identification du déplacement et l'évolution des besoins. Cependant, du fait de la complexité de la crise en RCA, certaines contraintes et difficultés affectent la mise en œuvre de la DTM. Ces contraintes sont principalement de nature sécuritaire, financière et logistique.

La situation sécuritaire instable et imprévisible qui prévaut dans le pays réduit la couverture géographique du projet, en raison des restrictions d'accès et risques encourus par les énumérateurs de la DTM. Des axes demeurent encore impraticables pour raisons d'insécurité (cas de la Basse-Kotto, la Haute-Kotto, quelques localités isolées de l'Ouham-Pendé et de la Ouaka).

De plus, les contraintes logistiques, liées à la sécurité et à d'autres facteurs, restent importantes et ont également des répercussions sur la couverture géographique de la DTM. Le besoin d'utiliser des voies aériennes pour le déploiement des équipes et du matériel (formulaires, tablettes) dans certaines zones retarde ou empêche fréquemment la couverture de ces zones. La saison des pluies a également un impact négatif sur les moyens de transport et l'accessibilité à certaines zones. Un autre problème majeur en RCA est la disponibilité limitée du réseau de télécommunications (téléphone et Internet) sur une partie importante du territoire, ce qui pose des problèmes de communication avec les énumérateurs de la DTM, d'envoi des données en temps réel, et de sécurité.

Enfin, la couverture géographique de la DTM est aussi affectée par des contraintes budgétaires. Du fait des contraintes financières et sécuritaires, les opérations humanitaires en RCA ont un coût important et les budgets disponibles ne permettent pas la couverture de la totalité du territoire centrafricain.

Afin de minimiser ces problèmes d'accessibilité et de couverture géographique, l'OIM procède parfois à des évaluations par le biais d'entretiens téléphoniques, lorsque le réseau téléphonique le permet. L'OIM utilise son réseau d'informateurs clés identifiés dans les phases précédentes de la DTM afin de déterminer si ces zones difficilement accessibles ont connu des variations importantes du nombre de personnes déplacées accueillies. Ces données sont ensuite vérifiées dès que l'accès à la zone cible est de nouveau autorisé.

FAITS SAILLANTS



La DTM a identifié une population déplacée totale de 1 074 983 individus : 580 692 Personnes Déplacées Internes (PDI), 375 684 retournés de RCA (anciennes PDI) et 118 607 retournés d'autres pays.



1 216 localités de déplacement ou de retour ont été évaluées, ainsi que 39 sites officiels parmi ceux recensés par la Commission des mouvements de population (CMP).



25% des déplacements internes sont dus aux tensions intercommunautaires, tandis que 68% sont liés aux conflits armés. 5% des déplacements de PDI sont à titre préventif. Les déplacements pour des raisons non précisées représentent 2%



46% des retours d'anciennes PDI sont attribués à une amélioration des conditions sécuritaires, 35% à des raisons économiques, 13% à des raisons familiales, 5% aux persécutions, et 1% à des raisons « autres » diverses.



66% des ménages identifiés vivent dans des familles d'accueil et 13% en location. 7% des ménages sont dans les abris collectifs, et 10% en sites (espaces ouverts).

PROFIL DÉMOGRAPHIQUE



La taille moyenne d'un ménage déplacé est de 7 personnes. 96% des ménages déplacés ont des enfants, et ces ménages ont 5 enfants en moyenne.



La population déplacée est composée à 49% d'hommes et à 51% de femmes.

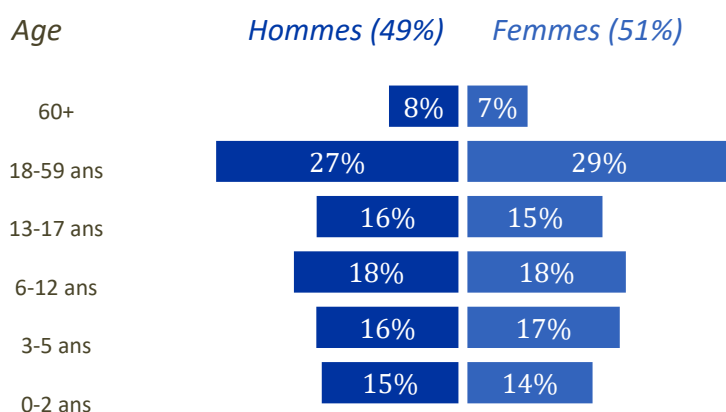


65% de la population mobile est composée de mineurs ayant entre 0 et 18 ans.



Les personnes de plus de 60 ans représentent 6% des déplacés.

Graphique 1 : Répartition démographique de la population déplacée par âge et sexe¹



¹ Cette section n'est pas mise à jour, car ne tient pas compte de la désagrégation des nouveaux flux au sein des localités évaluées pour ce round.

APERCU D'ENSEMBLE DES DÉPLACEMENTS

Pour cette phase de la DTM, la collecte de données a été menée du 10 octobre au 05 décembre 2018, recouvrant 1 216 localités et 39 sites officiels de déplacés², répartis dans les préfectures de Bangui, Bamingui-Bangoran, Basse-Kotto, Haute-Kotto, Haut-Mbomou, Mbomou, Nana-Gribizi, Ouaka, et Ouham-Pendé. Les catégories de populations mobiles suivantes ont été identifiées :



Personnes Déplacées Internes

580 692 individus

120 457 ménages

54% de la population mobile



Retournés de RCA

375 684 individus

75 646 ménages

35% de la population mobile



Retournés d'autre pays

118 607 individus

24 917 ménages

11% de la population mobile

Dans l'ensemble la proportion de PDI a augmenté (de 76 741 personnes, soit 18%), tandis que le nombre de personnes retournées a augmenté (de 76,741 personnes, soit 18%). Ce changement est principalement attribué aux retours continus dans l'Ouham-Pendé, et à l'addition de nouvelles localités couvertes, bien qu'il soit noté un redéploiement général de PDI issus de la Basse-Kotto et la Ouaka. Une hausse de la proportion des retours motivés par des raisons économiques, au détriment de raisons familiales, a été observée lors de cette période.

La hausse la plus importante dans les effectifs des populations déplacées a été observée dans l'Ouham-Pendé (hausse de 22%), reflétant la croissance du nombre de retours dans cette préfecture observée au cours de ce round. D'importants mouvements de populations (déplacements et retours) ont également été observés dans les préfectures de Haute-Kotto (hausse de 19%), Ouaka (hausse de 17%) et Nana-Gribizi (hausse de 16%).

Entre le 5 octobre et le 10 décembre 2018, les nouvelles personnes déplacées (PDI et retours confondus) ont représenté 5% de l'ensemble de la population mobile (5% du total de PDI, 8% de l'ensemble de retournés de RCA, et 8% du total de retournés d'autres pays).

Tableau 1 : Distribution des populations mobiles par Préfecture (individus)

Préfectures	# Localités	PDI	Retournés RCA	Retournés autres pays	Total
Bamingui-Bangoran	55	9 121	5 834	1 729	16 684
Bangui*	29	40 515	17 855	19 060	77 430
Basse-Kotto**	61	64 045	17 440	4 128	85 613
Haute-Kotto	26	89 093	7 403	355	96 851
Haut-Mbomou	69	46 090	7 231	4 605	57 926
Mbomou	223	84 359	87 433	60 263	232 055
Nana-Gribizi*	241	120 455	99 653	1 934	222 042
Ouaka*	107	107 996	6 514	1 019	115 529
Ouham Pendé*	405	19 018	126 321	25 514	170 853
Total	1 216	580 692	375 684	118 607	1 074 983

* Couverture partielle. Les données ne représentent que les sous-préfectures atteintes.

** Données du Round 5 (Septembre 2018).

² Certains des sites existants au round 5 ont été soit détruits soit fermés. Pour des raisons d'analyse, ceux situés dans les localités n'ayant pas pu être couvertes, ont conservé le même effectif, qui pourraient considérablement évoluer au round prochain.

APERCU DES DÉPLACEMENTS PAR PRÉFECTURE



**BAMINGUI-
BANGORAN**



9 121 PDI*



5 834 Retournés (anciennes PDI) *



1 729 Retournés de l'étranger*

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)

1.5%*

* Chiffres du Round 5

Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
55	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	2%	Présence de gestionnaire dans le site	0	Hommes	49%
I	Site de PDI**					Femmes	51%
0	Localités désertes	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	98%	Pas de gestionnaire dans le site	I	Enfants (-18 ans)	65%
I/2	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	8%
OUI	Présence humanitaire						

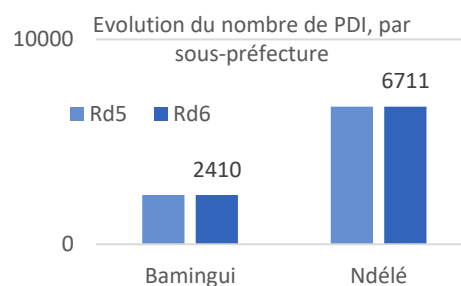
** site reconnu par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

La préfecture de Bamingui-Bangoran n'a pas fait l'objet d'évaluation détaillée lors de ce round de la DTM, et les chiffres présentés sont tirés des résultats du Round 5. La préfecture connaît actuellement une situation d'accalmie et de tranquillité relatives. Pourtant, les besoins humanitaires des populations déplacées ne sont pas toujours comblés du fait de la faible présence humanitaire dans la préfecture. En outre, des défis d'ordre sécuritaire demeurent. Avec le début de la saison sèche (décembre à juin), des flux croissants de transhumance ont été notés le long des couloirs de transhumance qui parcourent la préfecture.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de Bamingui-Bangoran accueille deux pour cent des PDI identifiées dans les préfectures évaluées. 75 pour cent des PDI vivent dans la sous-préfecture de Ndélé. La préfecture a connu une diminution de PDI entre juillet et septembre 2018. En effet, la difficulté à se procurer les moyens de subsistance et les problèmes sécuritaires principalement dans les villages isolés près de la frontière nord ont engendré des déplacements hors de la préfecture, en direction du Tchad.



Motifs de déplacement : La majorité des PDI résidant dans la préfecture de Bamingui-Bangoran (66%) a été déplacée suite au conflit armé régnant dans le pays, bien qu'une part non négligeable (24%) s'est déplacée en raison de conflits communautaires. Cinq pour cent des PDI ont recouru à un déplacement préventif.

Périodes de déplacement : 8 pour cent des PDI ont été déplacées en 2013, 8% en 2014, 5% en 2015, 21% en 2016, 27% en 2017, 25% entre janvier et juin 2018 et 4% entre juillet et septembre 2018.

Origines des PDI : Seuls 17 pour cent des déplacements sont internes à la préfecture de Bamingui-Bangoran. La majorité des PDI proviennent d'autres préfectures, et notamment de Bangui (33%), Haute-Kotto (25%), Nana-Gribizi (20%), Ouaka (5%), Basse-Kotto et Vakaga (moins d'1% chacune).

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de Bamingui-Bangoran accueille deux pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les préfectures évaluées. Au sein de la préfecture, et à l'inverse des PDI, la majorité des anciennes PDI retournées dans la préfecture (58%) réside dans la sous-préfecture de Bamingui, tandis que 42% d'entre eux vivent dans la sous-préfecture de Ndélé. Les localités de Doumou, Zigna, Djalab, Lando, et Niango en particulier concentrent la majorité des retournés (anciennes PDI).

Motifs de retour : La majorité des retournés (anciennes PDI) (68%) sont retournés pour des raisons de sécurité.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	68%
Autre non spécifié	12%
Economiques	9%
familiales	6%
discriminations	5%

Périodes de retour : Les premiers retours vers Bamingui-Bangoran ont été comptabilisés en 2013 (ce qui représente 5% des retournés (anciennes PDI)). Le nombre de retours est resté relativement constant entre 2013 et 2016, et a rapidement crû à partir de 2017, avec 40 pour cent des PDI retournées en 2017 et 45 pour cent d'entre elles retournées en 2018. Ceci reflète la relative stabilité dont le Bamingui-Bangoran a joui ces deux dernières années.

Origines des retournés (anciennes PDI) : Seuls 17 pour cent des déplacements sont internes à la préfecture de Bamingui-Bangoran. La majorité des PDI proviennent d'autres préfectures, et notamment de Bangui (33%), Haute-Kotto (25%), Nana-Gribizi (20%), Ouaka (5%), Basse-Kotto et Vakaga (moins d'1% chacune).

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Le Bamingui-Bangoran accueille un pour cent des personnes retournées de l'étranger identifiées dans les neuf préfectures évaluées. La quasi-totalité d'entre elles (99%) réside dans la sous-préfecture de Ndélé (1% vivent dans la sous-préfecture de Bamingui).

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	1%
Autre non spécifié	12%
Economiques	44%
familiales	31%
discriminations	16%

Motifs de retour : La préfecture bénéficie d'une localisation géographique stratégique et joue le rôle de pôle de commerce transfrontalier au carrefour de la RCA, du Tchad et du Soudan du Sud. Cette position stratégique justifie le fait que les raisons économiques soient le motif majoritaire (44%) de retour des flux en provenance d'autres pays. Les raisons familiales (31%) sont également un motif important.

Périodes de retour : Les premiers retours de l'étranger ont été enregistrés en 2013 (2% des retournés de l'étranger sont retournés cette année-là). Près de la moitié des retournés (48%) sont retournés en 2017, tandis que 28% sont retournés entre janvier et septembre 2018.

Origines des retournés de l'étranger : Le Tchad étant un pays limitrophe du Bamingui-Bangoran la quasi-totalité des retournés de l'étranger (98%) sont revenus du Tchad, tandis que 2 pour cent sont retournés de la République Démocratique du Congo.



	40 515 PDI
	17 855 Retournés (anciennes PDI)
	19 060 Retournés de l'étranger

Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 5)

+ 6 %

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)

7.2%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
29	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	0%	Présence de gestionnaire dans le site	0	Hommes	49%	
0	Sites de déplacement**							
3	Quartiers désertés	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	100%	Pas de gestionnaire dans le site	0	Femmes	51%	
I/I	Réseau Téléphonique							
OUI	Présence humanitaire					Enfants (-18 ans)	64%	
							Plus de 60 ans	5%

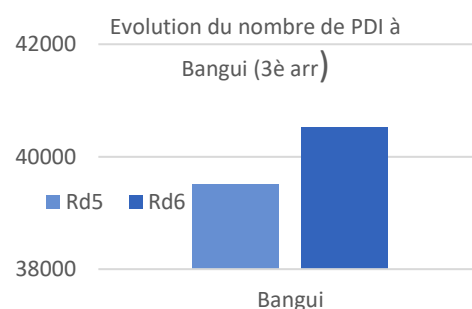
** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

Entre les mois d'octobre et de décembre 2018, le troisième arrondissement de Bangui a connu de nombreux troubles, dominés par les tensions politiques et les combats entre factions de milices armées rivales au sein du PK5. Les représailles armées répétées et affrontements avec les forces de sécurité ont engendré un sentiment d'appréhension de la part de la population civile. Cinq des quartiers qui, lors du round précédent de la DTM, étaient inhabités (Castors, Yambassa, Sara-dah, Sara-kaba, Kokolo 2), sont réinvestis par les résidents et accueillent également des PDI.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : Le troisième arrondissement de Bangui accueille sept pour cent des PDI identifiées dans les préfectures évaluées. Entre septembre et décembre 2018, le nombre de PDI vivant dans le troisième arrondissement de Bangui a augmenté de 3 pour cent (soit 1 350 individus en plus). Il a été noté que, par rapport au round précédent, cinq quartiers de plus accueillent des PDI, pour un total de 29 quartiers accueillant des PDI.



Motifs de déplacement : La quasi-totalité des PDI vivant à Bangui (97%) ont été déplacées lors des conflits communautaires ayant secoué le pays entre 2013 et 2015. Les personnes déplacées entre septembre et décembre 2018 ont, quant à elles été déplacées à la suite de conflits intercommunautaires (49%), de conflits armés (19%), et d'autres raisons non spécifiées (32%).

Périodes de déplacement : dix pour cent des PDI dans le troisième arrondissement de Bangui (3 095 personnes) ont été déplacés en 2018.

Origines des PDI : La moitié des PDI résidant dans le 3^e arrondissement de Bangui vient de Bangui (50%), l'autre moitié provenant des préfectures de Ombella M'Poko (25%), Ouaka (16%), Haute-Kotto (6%) et Nana-Gribizi (3%).

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : Le troisième arrondissement de Bangui accueille cinq pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les préfectures évaluées. Le nombre d'anciennes PDI retournées a augmenté de 1 690 individus (10%) en comparaison avec le précédent round.

Motifs de retour : La majorité des anciennes PDI retournées dans le troisième arrondissement de Bangui (74%) sont retournées en raison de l'amélioration partielle de la sécurité.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	74%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	11%
familiales	10%
discriminations	5%

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été comptabilisés en 2015 (7%). La majorité de retournés (anciennes PDI) (74%) est revenue à Bangui en 2016, tandis que 19 pour cent sont retournées en 2018.

Origines des retournés (anciennes PDI) : Les préfectures de provenance des retournés de RCA incluent la Ouaka (36%), Ombella M'Poko (22%), Haute-Kotto (16%), Nana-Gribizi (16%), Lobaye (7%), Ouham (3%), Ouham-Pendé (1%). Les retours depuis la Basse-Kotto et d'autres arrondissements de Bangui représentent moins d'un pourcent.

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : La proportion de retournés en provenance d'autres pays vivant dans à Bangui représente 16 pour cent du nombre total de retournés de l'étranger identifiés dans les 9 préfectures évaluées. Depuis le dernier round, environ 1 625 individus retournés d'autre pays depuis le dernier round (hausse de neuf pour cent).

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	88%
Autre non spécifié	2%
Economiques	9%
familiales	1%
discriminations	<1%

Motifs de retour : 88 pour cent des retournés de l'étranger sont rentrés en raison d'une meilleure perception de l'aspect sécuritaire, contre 9 pour cent pour des raisons économiques (2 % pour d'autres raisons non spécifiées et 1 % pour des motifs familiaux).

Périodes de retour : Les premiers retours depuis l'étranger vers le troisième arrondissement de Bangui ont été comptabilisés en 2015 (14%). La majorité des personnes retournées de l'étranger (70%) est revenue à Bangui en 2016, tandis que 16 pour cent sont retournées en 2018.

Origines des retournés de l'étranger : Les personnes retournées de l'étranger reviennent principalement du Tchad (49%) et du Cameroun (44%). Des proportions plus faibles sont revenues de République du Congo, du Mali, du Soudan et de RDC.



	64 045 PDI*
	17 440 Retournés (anciennes PDI)*
	4 128 Retournés de l'étranger*

**% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)**

8%*

* Chiffres du Round 5

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques
61	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	42%	Présence de gestionnaire dans le site	7	Hommes	49%
7	Sites de déplacement**						
N/A	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	58%	Pas de gestionnaire dans le site	0	Femmes	51%
2/6	Réseau Téléphonique						
OUI	Présence humanitaire						
						Enfants (-18 ans)	65%
						Plus de 60 ans	6%

** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

Au cours de ce round, aucune évaluation n'a été effectuée en Basse-Kotto. En effet, la préfecture, et particulièrement la sous-préfecture de l'Alindao, où se concentre la majorité des populations déplacées, reste principalement sous contrôle de groupes armés rivaux (et ce malgré l'envoi de renforts de la MINUSCA suite à l'attaque du site de déplacements 'Catholique'), restreignant l'accès humanitaire. En outre, les données présentées ne couvrent pas les sous-préfectures de Mingala et Zangba, qui demeurent inaccessibles d'accès.

Entre les mois d'octobre et décembre 2018, la Basse-Kotto a connu deux incidents majeurs. Le premier a impliqué d'intenses combats entre groupes rivaux suite à la rupture de négociations autour d'un accord de paix, tandis qu'au cours du deuxième incident, le site de déplacements 'Catholique', situé dans l'Alindao, qui accueille plus de 21 000 PDI, a été pris pour cible, contraignant près de 10 000 personnes déplacées à fuir vers le Ouaka et le Mbomou.

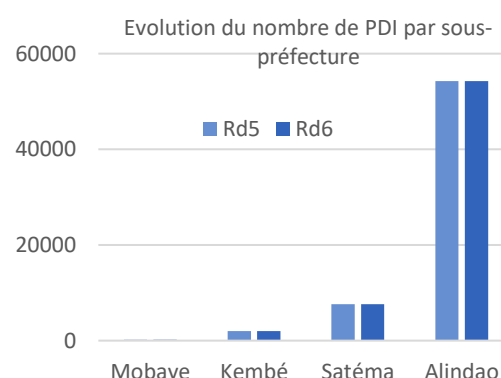
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La Basse-Kotto accueille 11 pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La grande majorité des PDI (85%) réside dans l'Alindao.

Motifs de déplacement : La quasi-totalité des PDI vivant en Basse-Kotto (99%) ont été déplacées par le conflit touchant le pays. Moins d'un pourcent ont effectué des déplacements préventifs.

Périodes de déplacement : Toutes les PDI présentes en Basse-Kotto ont été déplacées en 2017 (67%) ou 2018 (33%).

Origines des PDI : La majorité (88%) des PDI résidant dans la Basse-Kotto ont été déplacées au sein de cette même préfecture, tandis que neuf pour cent sont issues du Mbomou et trois pour cent de la Ouaka.



PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La Basse-Kotto accueille cinq pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La majorité des retournés (57%) se trouve dans la sous-préfecture de l'Alindao, suivie de Mobaye (33%), Satéma (9%) et Kembé (1%).

Motifs de retour : La moitié (50%) des anciennes PDI retournées en Basse-Kotto est retournée parce que la zone dans laquelle elle est retournée offrait une meilleure sécurité que la zone dans laquelle elle avait été déplacées.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	50%
Autre non spécifié	2%
Economiques	32%
familiales	16%
discriminations	<1%

Périodes de retour : La majeure partie des retournés (anciennes PDI) (71%) est retournée entre janvier et juillet 2018, tandis que 29% sont retournés en 2017.

Origines des retournés (anciennes PDI) : La quasi-totalité des anciennes PDI retournées en Basse-Kotto (98%) avaient été déplacées dans les limites des frontières de la Basse-Kotto. Seul deux pour cent sont revenus d'autres préfectures (Bambari et Ouaka).

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : La proportion de retournés en provenance d'autres pays retournés en Basse-Kotto représente trois pour cent du nombre total de retournés de l'étranger identifiés dans les 9 préfectures évaluées. Au sein de la préfecture, parmi les sous-préfectures évaluées, seules les sous-préfectures d'Alindao (66%), Mobaye (32%) et Satéma (2%) accueillent des retournés de l'étranger.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	50%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	42%
familiales	6%
discriminations	1%

Motifs de retour : La moitié (50%) des retournés de l'étranger est retournée pour des raisons sécuritaires. Les personnes retournées pour des raisons sécuritaires sont toutes rentrées entre janvier et juillet 2018. En comparaison, 42 pour cent des retours depuis l'étranger sont liés à des motifs économiques. De plus faibles proportions sont liés à des raisons familiales (6%) ou des discriminations (2%).

Périodes de retour : La grande majorité des retournés de l'étranger (89%) est retournée entre janvier et juillet 2018, tandis que 11% sont retournés en 2013. Aucun retour n'a été comptabilisé entre 2014 et 2017.

Origines des retournés de l'étranger : Toutes les personnes retournées de l'étranger sont revenues de RDC.



	89 093 PDI
	7 403 Retournés (anciennes PDI)
	355 Retournés de l'étranger

Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 5)
+ 19 %
% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)
9%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
26	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	45%	Présence de gestionnaire dans le site	5	Hommes	50%	
6	Sites de déplacement**							
186	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	55%	Pas de gestionnaire dans le site	1	Femmes	50%	
1/2	Réseau Téléphonique							
OUI°	Présence humanitaire					Enfants (-18 ans)	66%	
** sites reconnus par la CMP								
° Présence couvrant un rayon de 10km seulement (sous-préfecture de Bria)								
							Plus de 60 ans	6%

SITUATION ET TENDANCES

Au cours de ce round, aucune évaluation n'a pu être conduite dans la localité de Yalinga du fait de l'absence d'accès à la localité. La préfecture continue de faire l'objet de violences à l'encontre des populations civiles et d'attaques entre groupes armés. Ainsi, un grand nombre de localités le long de l'axe Bria-Ippy désertées à la suite d'attaques de groupes armés ont été identifiées lors de la période d'observation. Ces attaques ont conduit 4 000 personnes à fuir vers les sites de déplacement PK3 et Cebi 1. Par ailleurs, une activité intense de groupes armés dans la préfecture a ravivé les tensions et conduit à d'importants mouvements de populations. Les axes Bria-Yalinga, et Bria-Irabanda-Bakouma sont classifiés comme présentant le plus de risques pour les populations civiles. En outre, la Haute-Kotto a accueilli des populations, victimes de milices armées, provenant de Nzacko dans le Mbomou.

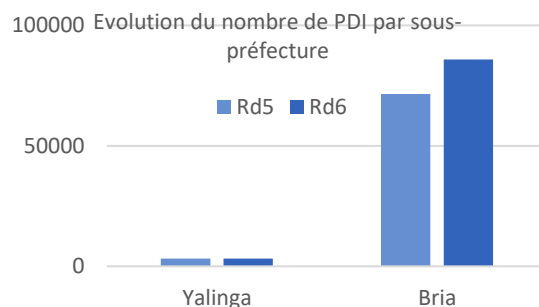
PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La Haute-Kotto accueille 15 pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La grande majorité des PDI (96%) réside dans la sous-préfecture de Bria. Depuis le dernier round, le nombre de PDI a augmenté de 19 pour cent (14 225 personnes), une hausse essentiellement observée dans le Bria.

Motifs de déplacement : La quasi-totalité des PDI vivant en Haute-Kotto (97%) ont été déplacées par le conflit touchant le pays, tandis que 2% ont effectué des déplacements préventifs (1% pour d'autres raisons).

Périodes de déplacement : La plupart des PDI en Haute-Kotto es périodes de déplacement incluent 2013 (<2%), 2014 (4%), 2015(<1%), 2016(25%), 2017 (37%), janvier-juillet 2018 (10%), août-septembre 2018 (5%), et octobre-décembre 2018 (16%).

Origines des PDI : Plus de 99 pour cent des PDI résidant en Haute-Kotto sont issues de la Basse-Kotto, et une faible proportion a été déplacée depuis le Mbomou (<1%).



PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La Haute-Kotto accueille deux pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La majorité des retournés se trouve dans la sous-préfecture de l'Alindao (57%) et de Mobaye (33%).

Motifs de retour : Bien que les motifs de retour soient divers, les raisons économiques sont le motif principal de retour.

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été observés en 2013 (8% des retours), tandis que la majeure partie des retournés (62%) est revenue en 2018, suivie des PDI retournées en 2017 (18%), 2014 et 2015 (5% respectivement) et 2016 (1%).

Origines des retournés (anciennes PDI) : La majorité des anciennes PDI retournées en Haute-Kotto (68%) avait été déplacée dans les limites des frontières de la Haute-Kotto. La provenance des autres retournés internes étant partagée entre Bangui (14%), Nana-Gribizi (10%), Kémo (4%), Haute-Kotto (3%) et Ombella M'Poko (1%).

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	25%
Autre non spécifié	18%
Economiques	33%
familiales	13%
discriminations	11%

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : La proportion de retournés en provenance d'autres pays retournés en Basse-Kotto représente trois pour cent du nombre total de retournés de l'étranger identifiés dans les 9 préfectures évaluées. Au sein de la préfecture, parmi les sous-préfectures évaluées, seules les sous-préfectures d'Alindao (66%), Mobaye (32%) et Satéma (2%) accueillent des retournés de l'étranger.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	21%
Autre non spécifié	1%
Economiques	30%
familiales	48%
discriminations	<1%

Motifs de retour : Le motif principal pour lequel les personnes déplacées à l'étranger sont retournées était un motif familial (48% des retournés de l'étranger), suivi de raisons économiques (30%) et sécuritaires (21%).

Périodes de retour : Les premiers retours en Haute-Kotto depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2016. La majorité des retours (55%) se sont produits entre janvier et septembre 2018. Aucun retour n'a été signalé entre octobre et décembre 2018.

Origines des retournés de l'étranger : Les personnes retournées de l'étranger avaient préalablement été déplacées au Tchad (45%), au Soudan (37%) ou au Mali (18%).



	46 090 PDI
	7 231 Retournés (anciennes PDI)
	4 605 Retournés de l'étranger

Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 5)

+ 1 %

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)

5.4%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques
107	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	18%	Présence de gestionnaire dans le site	1	Hommes	50%
5	Sites de déplacement**						
49	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	82%	Pas de gestionnaire dans le site	4	Femmes	50%
2/4	Réseau Téléphonique						
OUI°	Présence humanitaire						
						Enfants (-18 ans)	66%
						Plus de 60 ans	6%

** sites reconnus par la CMP
° Pas de présence en Diéma et Mabmouti

SITUATION ET TENDANCES

Entre les mois d'octobre et décembre, le Haut-Mbomo a été témoin d'incursions et de combats entre groupes armés qui ont engendré d'importants mouvements de populations. En particulier, 285 individus (54 ménages) ont fui suite à une série d'attaques sur la commune de Banangui et ont été hébergés dans l'hôpital de Zémio. Des attaques et des blocages ont également été notés à Kitessa, Bahr et Tabane, entraînant des déplacements vers la RDC et vers Zémio. En outre, un large groupe de réfugiés congolais a rejoint le Haut-Mbomou suite à l'attaque d'un groupement de PDI dans la localité de Guinikoumba, en République Démocratique du Congo.

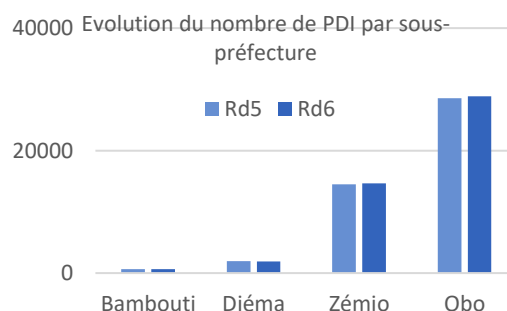
La plupart des localités situées sur l'axe Dembia-Zémio sont désertées. D'autres localités, à l'instar de Dimbia, Mboufo1, Mboufo 3, et Gouyanga, s'ajoutent à cette liste.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : Le Haut-Mbomou accueille huit pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La majorité des PDI (63%) réside dans la sous-préfecture de Obo (63%) et Zémio (32%). En raison des nombreuses attaques ayant eu lieu dans la préfecture au cours de ce round, le nombre de PDI a augmenté de 1 pour cent (472 personnes) depuis le round précédent.

Motifs de déplacement : Les PDI vivant dans le Haut-Mbomou ont principalement été déplacés par le conflit armé (44%) et des conflits communautaires (31%). En outre, 17 pour cent ont effectué des déplacements préventifs. Le conflit et les attaques armées ont par contre été la cause majeure des déplacements produits pendant la période d'observation, causant le déplacement de 88% des PDI déplacées entre septembre et décembre 2018.

Périodes de déplacement : La majorité des déplacements (61%) se sont produits en 2017, tandis que l'année 2018 a été témoin de 13 pour cent des déplacements.



Origines des PDI : La très grande majorité des PDI identifiées dans le Haut-Mbomou (95%) provient de la préfecture elle-même. Le Ouaka (4%), le Mbomou (1%) et la Haute-Kotto (<1%) sont les autres préfectures d'origine des déplacés.

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : Le Haut-Mbomou accueille deux pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La grande majorité des retournés (87%) réside dans la sous-préfecture de Zémio.

Bien que le nombre de retournés internes ait connu une augmentation de trois pour cent depuis le précédent round (principalement dans le Zémio), le taux de croissance est plus faible que celui observé lors de précédentes périodes, indiquant une baisse dans le nombre de retours.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	12%
Autre non spécifié	1%
Economiques	60%
familiales	23%
discriminations	4%

Motifs de retour : La majorité des retournés (anciennes PDI) (60%) sont retournés pour des raisons économiques.

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été observés en 2017, année qui a également vu la majorité des retours (68%). 32 pour cent des déplacements ont quant à eux eu lieu en 2018.

Origines des retournés (anciennes PDI) : 95 pour cent des retournés de RCA vivant dans le Haut-Mbomou étaient déplacés dans cette même préfecture. Une faible proportion était déplacée dans le Mbomou (3%) et la Ouaka (2%).

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Le Haut-Mbomou accueille quatre pour cent du nombre total de retournés de l'étranger identifiés dans les 9 préfectures évaluées. En raison du contexte sécuritaire volatile dans la préfecture, le nombre de nouveaux retournés de l'étranger était faible (de moins d'un pour cent). Ainsi, similairement au nombre de retournés internes, le nombre de retournés de l'étranger a cru à un taux plus faible que lors des précédents rounds. 88 pour cent des retournés de l'étranger réside dans la sous-préfecture de Zémio.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	12%
Autre non spécifié	7%
Economiques	51%
familiales	11%
discriminations	17%
Rapatriement forcé	2%

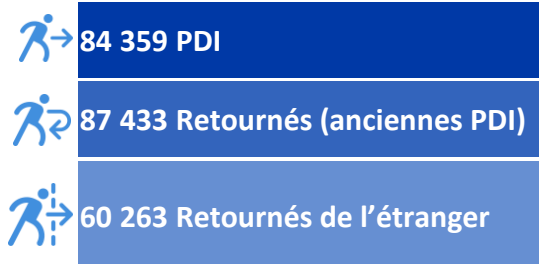
Motifs de retour : La moitié des retours de l'étranger (51%) ont été effectués pour des raisons économiques.

Périodes de retour : Les premiers retours dans le Haut-Mbomou depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2015. La plupart des retournés de l'étranger (66%) est retournée en 2018, tandis que 26 pour cent sont retournés en 2017 (7% en 2015-2016).

Origines des retournés de l'étranger : Le Haut-Mbomou est limitrophe de la République Démocratique du Congo, expliquant que la grande majorité des personnes retournées de l'étranger (88%) avait été réfugiée en RDC. Une proportion plus faible est rentrée du Soudan du Sud (7%) et du Soudan (5%).



MBOMOU



Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 5)

+ 5 %

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)

21.6%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
223	Localités évaluées*	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	3%	Présence de gestionnaire dans le site	1	Hommes	49%	
4	Sites de déplacement**					Femmes	51%	
49	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	97%	Pas de gestionnaire dans le site	3	Enfants (-18 ans)	64%	
2/5	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	7%	
OUI°	Présence humanitaire							
2	Lieux de regroupement							

* Dont 17 nouvelles localités

** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

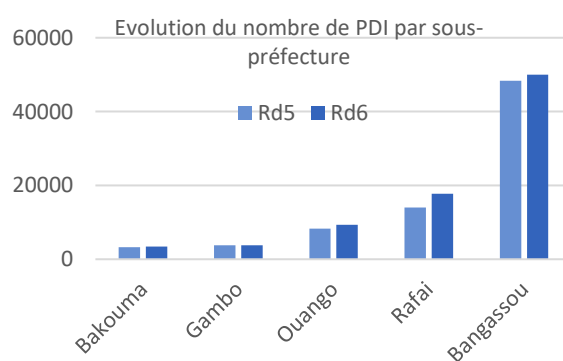
Entre octobre et décembre 2018, des déplacements de populations ont eu lieu en raison d'affrontements sporadiques et d'attaques contre la population civile par des groupes armés. En outre l'axe Dembia-Zémio est actuellement impraticable par les populations civiles, car sous contrôle de groupes armés. La zone diamantifère et aurifère de Nzako (sous-préfecture de Bakouma) connaît depuis début novembre une augmentation des affrontements, et une coalition gouvernementale a été déployée. Le déploiement des forces armées a permis de réduire de la circulation des armes dans la préfecture, bien que le phénomène de barrières subsiste.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de Mbomou accueille quinze pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La majorité des PDI (58%) réside dans la sous-préfecture de Bangassou. Les évaluations ont couvert dix-sept localités additionnelles, expliquant en partie la hausse de PDI observée au cours de ce round (hausse de huit pour cent, soit 6 598 personnes). Les batailles entre groupes armés et attaques contre les populations civiles sont aussi à l'origine de cette hausse.

Motifs de déplacement : Les PDI vivant dans la préfecture de Mbomou ont principalement été déplacés par le conflit armé (69%) et des conflits communautaires (19%). Onze pour cent ont effectué des déplacements préventifs. 64 pour cent des personnes déplacées entre septembre et décembre 2018 ont fui en raison du conflit armé, tandis que 24 pour cent ont fui par mesure préventive.

Périodes de déplacement : La majorité des déplacements (61%) se sont produits en 2017, tandis que l'année 2018 a été témoin de 13 pour cent des déplacements.



Origines des PDI : La majeure partie des PDI identifiées dans le Mbomou (85%) a été déplacées au sein de cette préfecture, tandis que 12 pour cent proviennent du Haut-Mbomou, trois pour cent de Basse-Kotto et moins de un pour cent de Haute-Kotto.

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : Le Mbomou accueille 23 pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La majorité des retournés (58%) réside dans la sous-préfecture de Bangassou. Le nombre de retours a augmenté d'un pour cent (1 309 personnes) par rapport au round précédent. Malgré tout, cette hausse est bien inférieure à celles observées lors des rounds précédents.

Motifs de retour : La plupart des retournés (anciennes PDI) (43%) sont retournés pour des raisons sécuritaires, suivies de raisons familiales (32%), motifs économiques (20%), discriminations (4%) et d'autres raisons (1%). Par contre, depuis le déploiement de forces gouvernementales, et du fait des conditions difficiles dans les zones de déplacement, l'essentiel des retours ayant pris place entre octobre et décembre 2018 a été motivé par des raisons économiques et familiales.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	43%
Autre non spécifié	1%
Economiques	20%
familiales	32%
discriminations	4%

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été observés en 2013 (8% des anciennes PDI sont retournées cette année-là). Le plus grand nombre de retours (59%) a été observé en 2018, et en 2017 (31%). A noter que 48 pour cent des retournés internes sont retournés dans la première moitié de 2018 et que la part de retournés a considérablement chuté dans la deuxième moitié de l'année : seules 12 pour cent sont retournés entre juillet et décembre 2018.

Origines des retournés (anciennes PDI) : La quasi-totalité des retournés (anciennes PDI) (99%) avaient été déplacés dans les limites du Mbomou. Seuls un pour cent sont retournés de Bangui.

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Le Mbomou accueille plus de la moitié (51%) des retournés de l'étranger identifiés dans les 9 préfectures évaluées. La sous-préfecture de Bangassou concentre près de la moitié (49%) des retournés de l'étranger, tandis que 48 pour cent vivent dans le Ouango. Le nombre de retours a augmenté de six pour cent depuis le dernier round. Néanmoins, comme pour les retournés (anciennes PDI), ce taux d'augmentation est inférieur à celui observé les précédents rounds. En outre, cette hausse peut être due à la couverture de nouvelles localités et ne reflète pas nécessairement une hausse véritable du nombre.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	11%
Autre non spécifié	7%
Economiques	51%
familiales	16%
discriminations	15%

Motifs de retour : La moitié des retours de l'étranger (51%) ont été effectués pour des raisons économiques.

Périodes de retour : Les premiers retours dans le Mbomou depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2013. La grande majorité des retours (81%) s'est produite en 2018, tandis que 16% sont retournés en 2017. A noter que bien que 48 pour cent des retournés internes soient retournés dans la première moitié de 2018, la part de retournés a considérablement chuté dans la deuxième moitié de l'année : seules 12 pour cent sont retournés entre juillet et décembre 2018.

Origines des retournés de l'étranger : La quasi-totalité (99%) des retournés de l'étranger vivant dans le Mbomou étaient déplacés en République Démocratique du Congo, en raison de la proximité de la préfecture à ce pays.



NANA-GRIBIZI

	120 455 PDI
	99 653 Retournés (anciennes PDI)
	1 934 Retournés de l'étranger

Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 5)
+ 16 %

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)
20.7%

Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
242	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	12%	Présence de gestionnaire dans le site	3	Hommes	52%
4	Sites de déplacement**					Femmes	48%
N/A	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	88%	Pas de gestionnaire dans le site	1	Enfants (-18 ans)	63%
I/2	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	6%
OUI°	Présence humanitaire						

** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

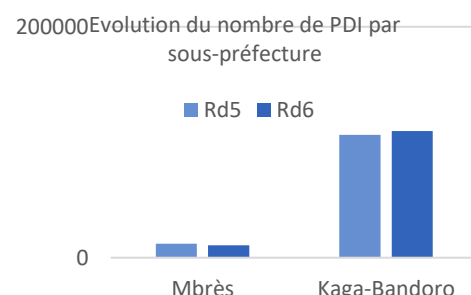
Entre octobre et décembre 2018, outre des combats entre groupes rivaux quelques départs vers la Ouaka suites à des attaques isolées dans la sous-préfecture de Mbrès, la Nana-Gribizi a généralement connu une période d'accalmie générale. Ainsi, 63 nouvelles localités sur l'axe Ndenga ont pu être évaluées, car l'accès avait été impossible lors du round précédent du fait de la présence de groupes armés. La Nana-Gribizi demeure tout de même un fief important pour les groupes armés qui cohabitent avec les populations civiles, ce qui engendre un climat de tension permanente et d'insécurité manifestée par des affrontements armés et des attaques récurrentes sur la population civile qui demeure exposée. La lutte pour le contrôle des axes stratégiques empruntés par les camions Soudanais ainsi que le contrôle des sites miniers de la zone pourraient affecter négativement l'accalmie observée depuis quelques semaines.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de la Nana-Gribizi accueille 21 pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. Une grande partie des PDI sont concentrées dans la sous-préfecture de Kaga-Bandoro (90%), bien que Mbrès accueille dix pour cent des PDI. Depuis le dernier round DTM, le nombre de PDI de la préfecture a augmenté de presque 2 pour cent (2 055 individus).

Motifs de déplacement : La majorité des PDI vivant dans la préfecture de la Nana-Gribizi (59%) a été déplacée par les conflits communautaires ayant touché la préfecture le conflit armé, tandis que 36 pour cent ont été déplacés par la conflits communautaires. Cinq pour cent ont effectué des déplacements préventifs. Pour leur part, 35 pour cent des personnes déplacées entre octobre et décembre 2018 ont fui en raison du conflit armé, tandis que 31 pour cent ont fui les violences communautaires (5% se sont déplacées par mesure préventive).

Périodes de déplacement : Les périodes de déplacement sont respectivement 2013 (1%), 2014 (13%), 2015 (12%), 2016 (37%), 2017 (14%), janvier-juillet 2018 (20%), aout-septembre (2%) et octobre-décembre 2018 (1%)



Origines des PDI : La quasi-totalité des PDI identifiées dans la Nana-Gribizi (98%) a été déplacées au sein de cette préfecture, tandis que deux pour cent proviennent du Kémo et moins de un pour cent de l'Ouham.

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La Nana-Gribizi accueille 27 pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. Comme pour les PDI, les retournés internes sont principalement concentrés dans la Kaga-Bandoro (91%), tandis que neuf pour cent résident dans le Mbrès.

Motifs de retour : Près de la moitié des retournés (anciennes PDI) (48%) sont retournés pour des raisons économiques.

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été observés en 2014.

La plus grande proportion des retours (45%) a pris place en 2017. Le nombre de retours a ensuite décliné : alors que 28 pour cent des retournés internes sont retournés entre janvier et juillet 2018, sept pour cent sont retournés entre juillet et décembre 2018.

Origines des retournés (anciennes PDI) : La quasi-totalité des retournés de RCA identifiés dans la Nana-Gribizi (99%) proviennent de cette même préfecture, bien que quelques ménages sont retournés depuis Bangui et l'Ouham (<1%).

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	30%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	48%
familiales	13%
discriminations	9%

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : La Nana-Gribizi accueille une faible proportion (2%) des retournés de l'étranger identifiés dans les neuf préfectures évaluées. Similairement aux autres catégories de populations, les retournés de pays tiers sont principalement concentrés dans la Kaga-Bandoro (90%), tandis que dix pour cent résident dans le Mbrès. Le nombre de retours d'autres pays a augmenté de 199 individus (24%) depuis le round précédent. Ce changement est associé à l'accès nouvellement obtenu à des localités situées dans la préfecture de Kouango.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	50%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	1%
familiales	<1%
discriminations	49%

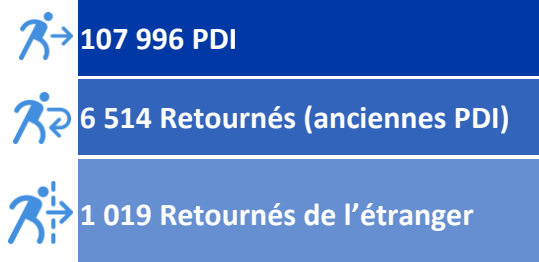
Motifs de retour : Le sentiment de discrimination durant le séjour en pays d'accueil (49%) et le sentiment d'un meilleur climat sécuritaire que lors du départ (50%) sont les principales raisons de retour.

Périodes de retour : Les premiers retours dans le Mbomou depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2015. Les périodes de retour sont respectivement 2015 (3%), 2016 (31%), 2017 (35%), janvier-juillet 2018 (21%), et août-septembre 2018 (10%).

Origines des retournés de l'étranger : La majorité des retournés de l'étranger vivant dans la Nana-Gribizi (68%) était déplacée en République Démocratique du Congo, en raison de la proximité de la préfecture à ce pays.



OUAKA



Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 5)

+ 17 %

% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)

10.7%

	Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques
107	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	50%	Présence de gestionnaire dans le site	5	Hommes	49%
4	Sites de déplacement**					Femmes	51%
N/A	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	50%	Pas de gestionnaire dans le site	5	Enfants (-18 ans)	64%
3/4	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	7%
OUI°	Présence humanitaire						

** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

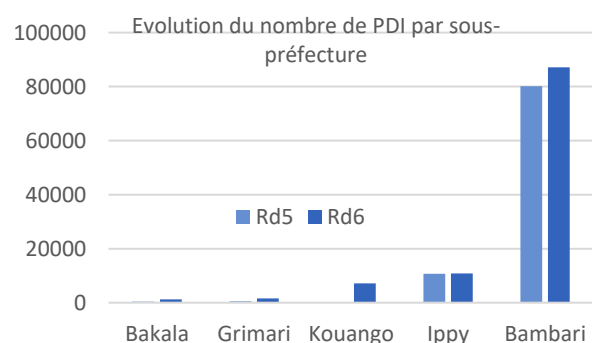
De nombreux incidents ont émaillé la préfecture de Ouaka entre octobre et décembre 2018, donnant lieu à d'importants mouvements de populations, pour la plupart préventifs. Des affrontements entre groupes armés ont ainsi pris place dans la sous-préfecture de Bakala, avec pour conséquence le déplacement de 3 486 personnes, tandis que dans la sous-préfecture d'Ippy l'attaque mortelle du site de déplacés 'Catholique' s'ajoute à la destruction d'un nombre important d'abris d'urgence. Dans la sous-préfecture de Bambari, des manifestations violentes par des personnes liées à des groupes armés ont protesté contre le renforcement de patrouilles de troupes gouvernementales et de la MINUSCA, qui vise à démanteler les barrières illégales et réduire le niveau de violence dans le Bambari.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La Ouaka accueille dix-neuf pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La grande majorité des PDI (81%) réside dans la sous-préfecture de Bambari. Suite aux incidents et à l'insécurité qui a marqué la période, le nombre de PDI est en hausse et a augmenté de trois pour cent depuis le dernier round. Par ailleurs 25 localités dans les sous-préfectures de Kouango et Grimari qui étaient précédemment inaccessibles ont pu être évaluées.

Motifs de déplacement : L'immense majorité des PDI vivant dans la Ouaka (95%) a été déplacée par le conflit armé, tandis que trois pour cent ont effectué des déplacements préventifs (1% ont été déplacés par des conflits communautaires et 1% par d'autres raisons non spécifiées). Les personnes déplacées entre octobre en décembre 2018 ont, dans une plus grande mesure, effectué des déplacements préventifs (24%), bien que la majorité ait été déplacée par le conflit (64%).

Périodes de déplacement : Un quart des PDI résidant dans la Ouaka (24%) ont été déplacés en 2018, 22 pour cent en 2017, 16 pour cent en 2016, 17 pour cent en 2015, 21 pour cent en 2014, et moins d'un pour cent en 2013.



Origines des PDI : La majeure partie des PDI identifiées dans la Ouaka (88%) a été déplacées au sein de cette même préfecture. La Basse-Kotto, la Haute-Kotto et la Nana-Gribizi sont les trois préfectures de provenance du reste de PDI (comptant respectivement pour 6%, 3% et 2% des PDI identifiées).

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : La Ouaka accueille seulement deux pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La sous-préfecture de Bambari en héberge la majorité (79%). Bien que le nombre de retournés internes ait augmenté de 381 individus (6%) en comparaison au round précédent, cette fluctuation est essentiellement la conséquence de l'évaluation de nouvelles localités non accessibles lors du round précédent.

Motifs de retour : La majorité des retournés (anciennes PDI) (77%) retournés pour des raisons sécuritaires.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	77%
Autre non spécifié	2%
Economiques	14%
familiales	1%
discriminations	6%

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI ont été observés en 2015. Le nombre de retours, qui est resté faible en 2015 et 2016 (1% de retours respectivement), a augmenté en 2017 (31% des retours). La majorité des anciennes PDI (60%) est retournée dans la période entre janvier et juillet 2018, mais le nombre de retours a considérablement chuté dans la seconde moitié de l'année (7% des retours). En effet, plus de 10 000 individus issus de la Ouaka sont toujours déplacés dans les autres préfectures, dont près de 2 000 individus depuis le début de l'année 2018, justifié par le contexte de tensions perpétuelles au sein de la Ouaka.

Origines des retournés (anciennes PDI) : 68 pourcents du flux de retournés de RCA vivant dans la Ouaka, est interne à cette préfecture. Bangui (14%), Nana-Gribizi (10%), Kémo (4%), Haute-Kotto (3%) et Ombella M'Poko (1%) sont respectivement les préfectures de provenance du reste des retournés internes.

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Un faible pourcentage de retournés de l'étranger (1%) réside dans la Ouaka. seules les sous-préfectures de Bambari (32%) et Kouango (68%) accueillent des retournés de pays tiers. La proportion de retours d'autres pays a augmenté de 199 individus (24%) en comparaison au round précédent. Ce changement est uniquement associé à l'accès à de nouvelles localités situées dans la préfecture de Kouango.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	50%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	1%
familiales	<1%
discriminations	49%

Motifs de retour : Le sentiment de discrimination durant le séjour en pays d'accueil (49%) et le sentiment d'un meilleur climat sécuritaire que lors du départ (50%) sont les principales raisons de retour. Une faible proportion (1%) des retours est attribuée aux raisons économiques.

Périodes de retour : Les premiers retours dans la Ouaka depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2015. Les périodes de retour sont respectivement 2015 (3%), 2016 (31%), 2017 (35%) et 2018 (41%).

Origines des retournés de l'étranger : La majorité des retournés de l'étranger vivant dans la Ouaka (68%) sont revenus de la République démocratique du Congo, tandis que 25 pour cent étaient déplacés au Cameroun et sept pour cent au Tchad.



	19 018 PDI
	126 321 Retournés (anciennes PDI)
	25 514 Retournés de l'étranger

**Evolution des pop. déplacées
(Depuis le Round 5)**
+ 22 %
**% des pop. déplacées en RCA
(préfectures évaluées)**
15.9%

Détail des localités		Types d'hébergement		Gestion des sites		Profils démographiques	
406	Localités évaluées	Ménages déplacés vivant dans des sites de déplacement	0%	Présence de gestionnaire dans le site	0	Hommes	49%
0	Sites de déplacement**					Femmes	51%
25	Localités désertées	Ménages déplacés vivant au sein de comm. hôtes	100%	Pas de gestionnaire dans le site	0	Enfants (-18 ans)	65%
/6	Réseau Téléphonique					Plus de 60 ans	8%
OUI°	Présence humanitaire						

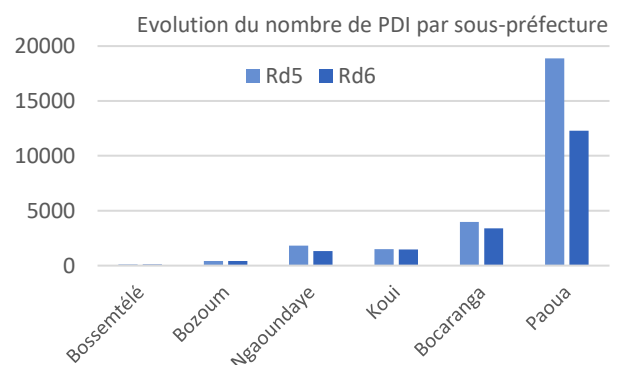
** sites reconnus par la CMP

SITUATION ET TENDANCES

Entre les mois d'octobre et décembre 2018, le seul mouvement de populations notable dans la préfecture de l'Ouham-Pendé a été le déplacement des habitants de Bocaranganga suite à l'installation d'un groupe d'éléments armés au sein de la commune. 25 localités (de la commune de Mia-Pendé) restent désertes. Certaines restent par ailleurs inaccessibles. Malgré tout, la situation dans l'Ouham Pendé est désormais relativement calme et jouit d'un contexte humanitaire, économique et sécuritaire favorable. La présence de patrouilles gouvernementales a permis de stabiliser la situation et continue d'entraîner des retours progressifs des populations vers leurs localités d'origine. La communauté humanitaire a une forte présence dans la préfecture. Enfin, un programme de désarmement, démobilisation et réintégration (DDR) agencé par la Banque Mondiale, a débuté, permettant l'enregistrement et le désarmement d'une trentaine d'ex-combattants.

PERSONNES DÉPLACÉES INTERNES (PDI)

Effectifs des populations : La préfecture de l'Ouham-Pendé accueille trois pour cent du total des PDI des préfectures évaluées. La majorité des PDI (65%) réside dans la sous-préfecture de Paoua. Depuis le dernier round DTM, le nombre de PDI identifiés dans la préfecture a baissé de 29 pour cent (7 742 individus), et ce malgré le fait que 1 000 PDI vivant dans des zones précédemment inaccessibles ont été identifiés au cours de la période. Ceci reflète l'amélioration de la situation dans la préfecture et le phénomène croissant de retours de personnes qui avaient été déplacées au sein de la préfecture.



Motifs de déplacement : La majorité des es PDI vivant dans la préfecture de l'Ouham-Pendé (83%) a été déplacée par le conflit armé (69%), tandis que quinze pour cent ont effectué des déplacements préventifs et des conflits communautaires (19%). Deux pour cent ont fui les conflits intercommunautaires.

Périodes de déplacement : La plus grosse proportion de PDI (49%) a été déplacée en 2017, bien qu'une part importante (41%) ait également été déplacée en 2018. Dix pour cent des PDI se sont déplacées avant 2017.

Origines des PDI : Une très grande majorité des PDI vivant dans l'Ouham-Pende (94%) est originaire de cette même préfecture. Quatre pour cent provient de l'Ouham, le pour cent restant venant de Bangui ou le Nana-Mambere.

PERSONNES RETOURNÉES (ANCIENNES PDI)

Effectifs des populations : L'Ouham-Pende accueille 34 pour cent des retournés (anciennes PDI) identifiés dans les neuf préfectures évaluées. La sous-préfecture hébergeant le plus de retournés internes est Paoua (67% des retournés internes). Le nombre de retournés (anciennes PDI) a augmenté de 34 pour cent, observés principalement dans le Paoua, suite à l'évaluation de nouvelles localités de retour qui étaient encore inaccessibles jusqu'alors.

Motifs de retour : La majorité des retournés (anciennes PDI) (55%) est retournée suite à l'amélioration des conditions sécuritaires, tandis que 40 pour cent sont revenus pour motifs économiques.

Raisons de retour des retournés (anciennes PDI)	
Sécurité	55%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	40%
familiales	1%
discriminations	4%

Périodes de retour : Les premiers retours d'anciennes PDI vers l'Ouham-Pende ont été enregistrés en 2013. Le nombre de retours a crû de manière exponentielle en 2018 : 79 pour cent des anciennes PDI sont retournées en 2018, dont 53 pour cent entre janvier et juin 2018, en raison de l'amélioration du contexte sécuritaire et économique.

Origines des retournés (anciennes PDI) : Un très grand nombre de retournés (anciennes PDI) (95%) avaient été déplacés dans les limites de l'Ouham-Pende, le reste provenant du Nana-Mambere ou de l'Ouham (2% respectivement).

PERSONNES RETOURNÉES DE L'ÉTRANGER

Effectifs des populations : Un peu moins d'un quart des retournés de l'étranger identifiés dans les neuf préfectures évaluées (22%) vivent dans l'Ouham-Pende. Contrairement aux PDI et retournés (anciennes PDI), les retournés de l'étranger résident principalement dans la sous-préfecture de Ngoundaye (qui accueille 38% des retournés). Une part non négligeable habite également dans le Paoua (23%), le Bocaranga (20%) et Kouï (15%). Le nombre de retournés de l'étranger a augmenté de 30 pour cent par rapport au round précédent, expliqué par la meilleure couverture de Paoua.

Raisons de retour des retournés de l'étranger	
Sécurité	65%
Autre non spécifié	<1%
Economiques	24%
familiales	6%
discriminations	5%

Motifs de retour : L'amélioration des conditions sécuritaires (65%) et les raisons économiques (24%) sont les principaux motifs de retour des retournés de l'étranger.

Périodes de retour : Les premiers retours dans l'Ouham-Pende depuis l'étranger ont été comptabilisés en 2016 (qui a vu un pour cent des retours). Ceux-ci ont ensuite progressivement augmenté en 2017 (30%) et 2018 (68%).

Origines des retournés de l'étranger : Un peu moins des deux-tiers des retournés de l'étranger vivant dans l'Ouham-Pende (63%) sont retournés du Cameroun, tandis que 37 pour cent sont revenus du Tchad.

ANNEXES

Annexe 1 : Liste complète de la population déplacée par sous-préfecture

Préfectures	Sous-Préfectures	Personnes Déplacées Internes		Retournés de RCA		Retournés d'autres pays	
		Ménages	Individus	Ménages	Individus	Ménages	Individus
Bamingui-Bangoran	Bamingui	Bamingui	462	2,410	665	3,374	3
	Ndélé	Ndélé	1,409	6,711	505	2,460	353
Bangui	Bangui	8,103	40,515	3,535	17,855	3,812	19,060
Basse-Kotto*	Alindao	11,877	54,260	1,987	10,013	611	2,727
	Kembé	396	1,980	31	155	0	0
	Mobaye	54	212	1,242	5,761	310	1,340
	Satéma	2,478	7,593	302	1,511	12	61
Haut-Mbomou	Bambouti	131	659	0	0	49	245
	Djéma	651	1,923	99	659	24	212
Haut-Mbomou	Obo	6,150	28,854	54	272	46	231
	Zémio	3,544	14,654	1,559	6,300	1,026	3,917
Haute-Kotto	Bria	16,313	85,900	1,124	4,634	83	355
	Yalinga	635	3,193	556	2,769	0	0
Mbomou	Bakouma	847	4,254	316	1,527	0	0
	Bangassou	10,109	49,292	10,963	53,359	6,284	29,275
	Gambo	765	3,816	1,342	7,158	11	65
	Ouango	2,031	9,224	3,474	17,696	6,129	29,134
	Rafai	3,968	17,773	1,711	7,693	457	1,789
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	22,979	109,747	17,901	91,148	314	1,539
	Mbrès	2,278	10,708	1,722	8,505	98	395
Ouaka	Bakala	243	1,178	69	345	0	0
	Bambari	17,178	87,138	1,027	5,170	64	330
	Grimari	354	1,634	20	116	0	0
	Ippy	2,217	10,865	132	660	0	0
	Kouango	1,433	7,181	50	223	135	689
Ouham Pendé	Bocaranga	674	3,407	3,792	19,125	1,026	5,118
	Bossem-télé	20	103	117	654	101	511
	Bozoum	87	432	979	4,794	108	517
	Koui	289	1,469	1,679	8,464	776	3,943
	Ngaoundaye	259	1,312	1,767	8,868	1,876	9,470
	Paoua	2,523	12,295	16,926	84,416	1,209	5,955
		120,457	580,692	75,646	375,684	24,917	118,607

Annexe 2 : Liste complète de la population déplacée sur les sites

Préfecture	Sous-préfecture	Commune	Sites	Personnes Déplacées Internes	
				Ménages	Individus
Bamingui-Bangoran	Ndele	Dar-El-Kouti	Site Cité de la paix (Tiri)	80	428
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Afaps	25	125
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Elim	484	2438
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site Mission Catholique	6231	21798
Basse-Kotto	Alindao	Alindao	Site PK3	95	475
Basse-Kotto	Alindao	Bakou	Site Kongbo	1375	6840
Basse-Kotto	Alindao	Bakou	Site Ecole Elim	45	223
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 3	95	506
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Hôpital Régional (Bria)	60	97
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Eglise catholique (Bria)	189	945
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site PK3 (Bria)	9210	48115
Haute-Kotto	Bria	Bria	Site Cebi 1	78	170
Haute-Kotto	Yalinga	Yalinga	Site sous-préfecture Yalinga	43	282
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site Gambo	55	378
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site de Zémio	484	1850
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site Communauté Peuhl (Boyo)	32	189
Haut-Mbomou	Obo	Obo	Site de Mboki	1076	4544
Haut-Mbomou	Zémio	Zémio	Site Gendarmerie Zémio	276	930
Mbomou	Bangassou	Bangassou	Site Petit Seminaire	425	1546
Mbomou	Rafai	Rafai	Site Aim	183	1228
Mbomou	Rafai	Rafai	Site A	349	1329
Mbomou	Rafai	Rafai	Site B	467	2712
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Grivaï-Pamia	Site Kaba	69	268
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Minusca	2964	12204
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Lazaret	1905	7419
Nana-Gribizi	Kaga-Bandoro	Kaga-Bandoro	Site Mbella	652	1362
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Aviation	945	5092
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Elevage	2200	11080
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Alternatif (Misca)	1529	7645
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Notre Dame De Victoire	606	3030
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Minusca PK8	374	1870
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Cotonnerie	77	385
Ouaka	Bambari	Bambari	Site Sangaris	2052	10261
Ouaka	Bambari	Danga-Gboudou	Site Eglise catholique	1002	5012
Ouaka	Bambari	Ngougbia	Site Maitrise (Club)	2814	14071
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Maloum	1044	5220
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Pladama Ouaka	512	2560
Ouaka	Bambari	Pladama-Ouaka	Site Tagbara	655	3275
Ouaka	Ippy	Ippy	Site Catholique	2184	10670

Annexe 3 : Liens vers les pages RCA des sites de la DTM

Les produits DTM de la RCA, sont disponibles aux liens suivants :

<https://displacement.iom.int/central-african-republic>
<http://www.globaldtm.info/fr/central-african-republic/>

Les profils de chacun des sites évalués sont accessible sur le lien ci-dessous :

https://drive.google.com/drive/folders/1ZnKnW5_3yqpuJoVe5mXNb5CVTEEn-lqJv

Pour tout commentaire ou contact, veuillez écrire à : DTMRCA@iom.int